



## À PROPOS DES NOTES TRIMESTRIELLES DE SWA – FAIRE PARTIE DE LA SOLUTION

Ces notes sont de courts documents qui mettent en lumière des questions d'importance pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans le but de faire avancer les échanges sur des solutions spécifiques aux problèmes et de préciser le rôle de SWA dans les progrès réalisés. Ces notes sont destinées aux partenaires institutionnels de SWA, à l'ensemble du partenariat SWA, au secrétariat de SWA et, plus généralement, au secteur EAH. Dans chacune d'elles, des éléments conceptuels seront illustrés de témoignages venus de différents pays partenaires de SWA.

# TOUTE SYMPHONIE A BESOIN D'UN ORCHESTRE

Associer les approches multipartites à davantage d'efficacité pour le secteur et à des efforts plus concertés

## Introduction

L'approche multipartite est un pilier du fonctionnement de SWA. Le partenariat symbolise, promeut, célèbre, soutient, organise et utilise les processus et les plateformes multipartites à tous les niveaux : mondial, régional, national, infranational et local. Le premier des [principes directeurs](#) de SWA – qui engage tous les partenaires et constitue le fondement de toutes les activités et initiatives – est que « toutes les parties prenantes peuvent apporter des contributions pertinentes et complémentaires pour aider à réaliser la vision du secteur et à atteindre les ODD ». L'approche multipartite est également au cœur de plusieurs [composants collaboratifs](#), notamment le fait que le **développement du secteur réclame un cycle de planification, de suivi et d'apprentissage multipartite** et dirigé par le gouvernement. Le cadre [stratégique 2020-2030](#) de SWA s'appuie sur le rôle central de l'approche multipartite pour le partenariat. L'un des objectifs stratégiques de SWA est ainsi de « Défendre des approches multipartites pour atteindre l'accès universel aux services ».



## Le terme “initiatives multipartites” englobe les actions, collaborations, processus, plateformes, partenariats, forums et dialogues multipartites.

Le terme « initiatives multipartites » réunit les actions, la collaboration, les processus, les plateformes, les partenariats, les forums et les dialogues multipartites. Ces initiatives se caractérisent par la participation de parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales, par l'ouverture d'espaces civiques pour la société civile et d'autres acteurs, par l'accent sur la formulation et la résolution proactive de préoccupations habituelles, par l'encouragement à la formation de partenariats entre différents secteurs et par des processus continus d'apprentissage et de résolution de problèmes en commun<sup>i</sup>.

### Comprendre les initiatives multipartites

Considérés comme le « **paradigme de la collaboration au XXI<sup>e</sup> siècle** », les partenariats multipartites sont indispensables pour relever des défis de plus en plus complexes qui dépassent les capacités de tout secteur isolé<sup>ii</sup>, à tous les niveaux d'action (de l'échelon le plus local au niveau mondial). Ils offrent la possibilité de résoudre plusieurs problèmes : (i) commencer à contribuer à la définition de règles lorsque des lacunes réglementaires doivent être comblées ; (ii) s'attaquer à différentes formes de problèmes de gouvernance quand les parties prenantes ne sont pas en mesure d'atteindre seules les objectifs désirés, en particulier pour des problèmes de grande ampleur complexes comme le développement, la pauvreté et la protection de l'environnement ; (iii) surmonter le manque de participation, pour permettre à toutes les parties concernées par un problème spécifique d'avoir voix au chapitre ; (iv) inclure les demandes contradictoires de différentes parties prenantes en classant clairement les priorités entre ces demandes ; et (v) favoriser le transfert de connaissances entre les acteurs et créer de nouvelles connaissances qu'aucun des collaborateurs ne possédait auparavant.

Les initiatives multipartites dans le domaine du développement existent depuis les années 1990<sup>iii</sup>, mais elles ont véritablement accéléré avec le programme de développement durable<sup>iv</sup>. **Il existe des liens étroits entre les objectifs de développement durable (ODD) et les initiatives multipartites<sup>v</sup>**. Celles-ci constituent un mécanisme qui soutient et encourage les partenariats et qui dirige les partenariats à succès en vue d'atteindre les ODD.



En outre, le rôle essentiel des partenariats est souligné par le fait que l'un des ODD lui-même (ODD 17) est exclusivement axé sur les partenariats, appelant à “un partenariat mondial revitalisé pour le développement durable”, qui devrait être “complété par des partenariats multipartites qui mobilisent et partagent les connaissances, les compétences, les technologies et les ressources financières, afin de soutenir la réalisation des ODD dans tous les pays et, en particulier, dans les pays en développement”.

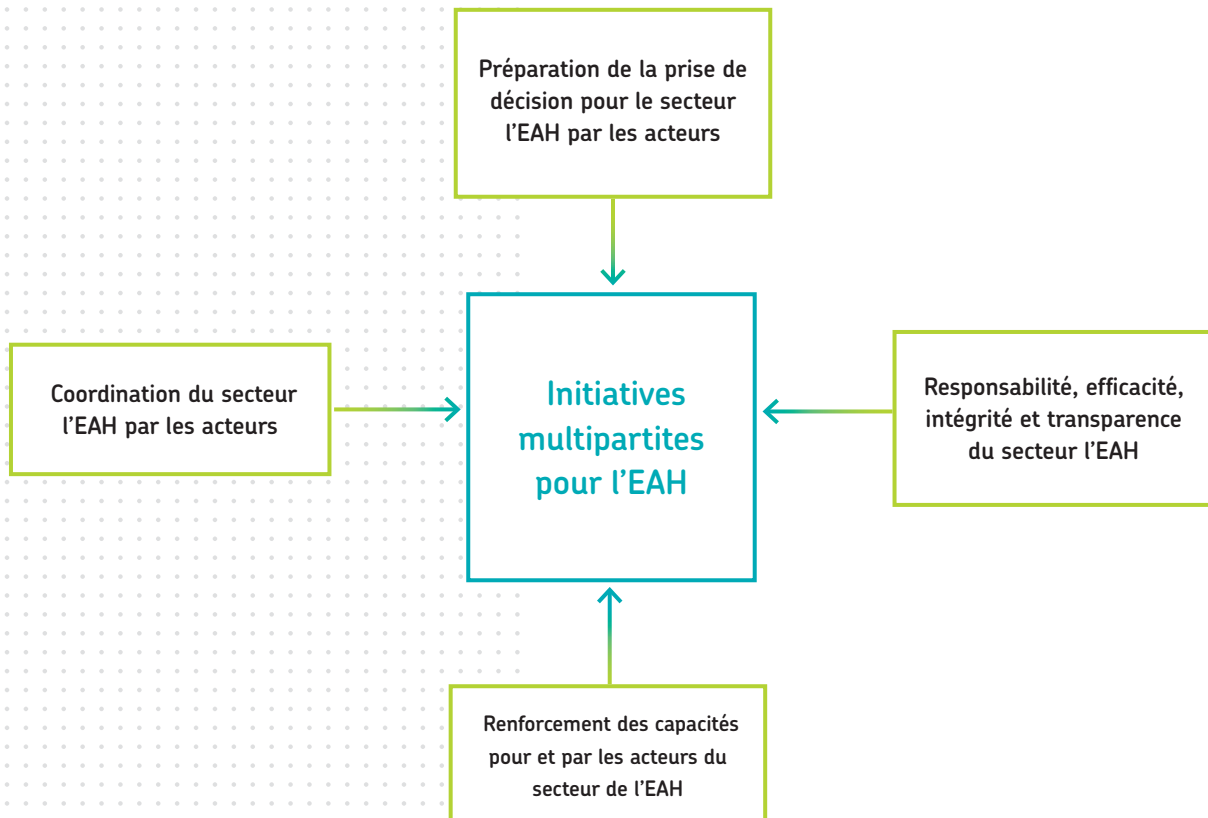
### Les initiatives multipartites ont trois objectifs directs et corrélés qui répondent chacun à six grandes actions

- Préparer les prises de décision des parties prenantes dans le secteur (i) en identifiant et en analysant les problèmes ; (ii) en négociant et en trouvant des compromis ; (iii) en harmonisant les positions ; (iv) en définissant des objectifs ; (v) en attribuant des rôles et des responsabilités ; et (vi) en répartissant

les ressources.

- Coordonner le secteur (i) en identifiant les ressources disponibles dans le secteur ; (ii) en identifiant les lacunes en matière de ressources dans le secteur ; (iii) en cartographiant les acteurs et les actions du secteur, y compris les coordonnateurs nationaux et les personnes-ressources ; (iv) en partageant les plans de participation des acteurs ; (v) en utilisant des mécanismes d'examen du secteur ; et (vi) en appliquant la redevabilité au travers de la définition d'objectifs.

- Renforcer les capacités des parties prenantes (i) en partageant des informations, des connaissances et des expériences ; (ii) en exprimant les besoins de capacités ; (iii) en identifiant et en mobilisant les ressources ; (iv) en créant et en entretenant les réseaux ; (v) en documentant et en diffusant des ressources pour le renforcement des capacités ; (vi) en créant et en maintenant une mémoire institutionnelle du secteur EAH. (au niveau national, la réalisation de ces trois objectifs passe par des initiatives multipartites créées et mises en œuvre sous la direction solide des gouvernements).





## Les initiatives du secteur EAH bénéficient également de l'attention croissante de la communauté scientifique.

Par ailleurs, les processus et les plateformes multipartites sont directement associés à la [redevabilité](#), à l'efficacité, à l'[intégrité](#) et à la transparence du secteur EAH. Les initiatives multipartites revêtent un rôle **encore plus essentiel dès lors que l'on analyse les liens entre l'EAH et d'autres secteurs ou d'autres questions multisectorielles** – le [climat](#), la riposte à la [COVID-19](#) et la [reconstruction après la crise](#), les [inégalités](#), la [santé](#) (y compris les liens nutrition-EAH), la [paix](#) et [l'éducation](#).

### Base de données probantes pour les initiatives multipartites

La multiplication des **initiatives multipartites dans le développement international** s'est accompagnée d'une augmentation des rapports et des évaluations sur ces initiatives. Différentes interventions spécifiques impliquant des partenariats multipartites nationaux ont reçu des évaluations globalement positives, notamment au Bénin (adoption d'innovations dans l'agriculture), au Canada (mise en œuvre de plans de durabilité communautaires), en Inde (gestion communautaire de la malnutrition aiguë et contrôle du tabac) ou en Afrique du Sud (partenariats en vue d'atteindre les ODD).

### Les initiatives multipartites dans le secteur

**EAH** ont fait l'objet de plusieurs analyses, la première étant l'étude de deux initiatives multipartite dans l'EAH, en 2006 [le Partenariat pour l'eau et l'assainissement (PAWS) et l'Initiative européenne pour l'eau (EUWI)]. Depuis, différentes recherches ont porté sur l'utilisation des plateformes multipartites pour la résolution de conflits liés à la gestion intégrée de l'eau, le traitement des eaux usées et les aquifères en Iran, les systèmes d'approvisionnement en eau dans la reconstruction au Sri Lanka après le tsunami, l'évaluation de la vulnérabilité des villes face aux inondations et aux précipitations extrêmes en Espagne et la sécurité de l'approvisionnement en eau en Éthiopie. L'étendue des initiatives multipartites dans l'univers partagé par l'EAH et le climat a fait l'objet d'une vaste étude en 2019 : 21 % du total des 2 517 partenariats qui

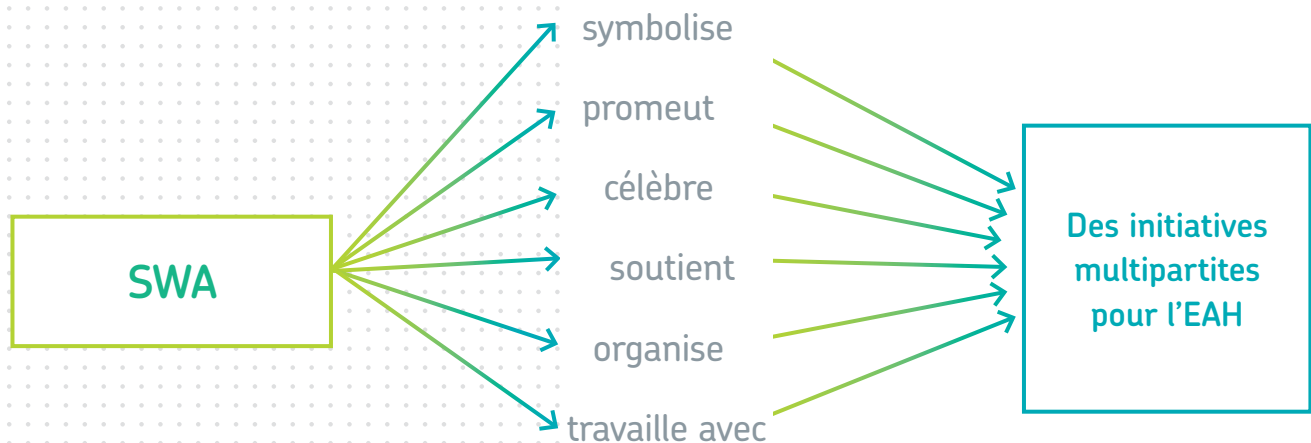


existent au niveau national cherchent à atteindre au moins un objectif reliant l'EAH, la santé et les changements climatiques ; tandis que seulement 16,6 % veulent en réaliser deux ou trois. Ces partenariats se concentrent par ailleurs généralement dans des régions spécifiques ayant un intérêt stratégique, géopolitique ou autre particulier pour leurs partenaires et donateurs.

En résumé, les **données probantes sur l'utilité et l'efficacité des initiatives multipartites sont nombreuses et globalement positives.**

Les partenariats multipartites constituent un moyen de mobiliser l'éventail diversifié de parties prenantes requis pour surmonter les obstacles au développement durable, qu'ils se présentent à l'échelle locale ou mondiale. Les initiatives multipartites sont **particulièrement importantes pour la durabilité.** C'est une réalité largement illustrée, par exemple dans les relations entre le climat et le développement durable ainsi qu'à la croisée des domaines de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation. Cependant, pour que de tels partenariats fonctionnent, ils doivent éviter de reproduire des modèles traditionnels déséquilibrés et inefficaces issus du développement bi/multilatéral.

## Témoignages – Différentes initiatives multipartites dans le secteur EAH et leurs effets sur l'ODD 6



Le graphique ci-dessus montre les liens entre SWA et les initiatives multipartites. SWA **symbolise** de tels partenariats, car il se compose lui-même de six groupes catégoriels, dont le plus récent, celui des [services publics et des régulateurs](#), et il se concentre de plus en plus sur de nouvelles catégories d'acteurs, comme les parlementaires, et sur la coopération directe avec les ministres lors de forums qui ne se limitent pas aux réunions de haut niveau. Le [Conseil mondial du leadership](#) réunit des membres au plus haut niveau décisionnel et est lui-même un organe multipartite. Des partenaires institutionnels de SWA soutiennent activement le rôle de SWA dans différents processus multipartites ([USAID](#) et [WaterAid, par exemple](#)). SWA **promeut** les

approches multipartites à toutes les échelles, y compris au niveau mondial (le Forum mondial de l'eau et [l'Assemblée générale de l'ONU](#)) et national (par exemple, à l'occasion des visites de dirigeants au [Pérou et en Colombie](#) en 2019 et au [Mali](#) en 2020). SWA **célèbre** les approches multipartites de ses partenaires et met, par exemple, en valeur le Programme ONEWASH en [Éthiopie](#), qui a été présenté à l'occasion de la Réunion de haut de niveau de SWA en 2016, et les efforts menés par le [Viet Nam](#) pour réduire les inégalités à l'aide de plateformes multipartites.

Par ailleurs, SWA **soutient** les efforts multipartites – les [RHN](#) ont pour objectif de lancer et de renforcer les plateformes multipartites dans les

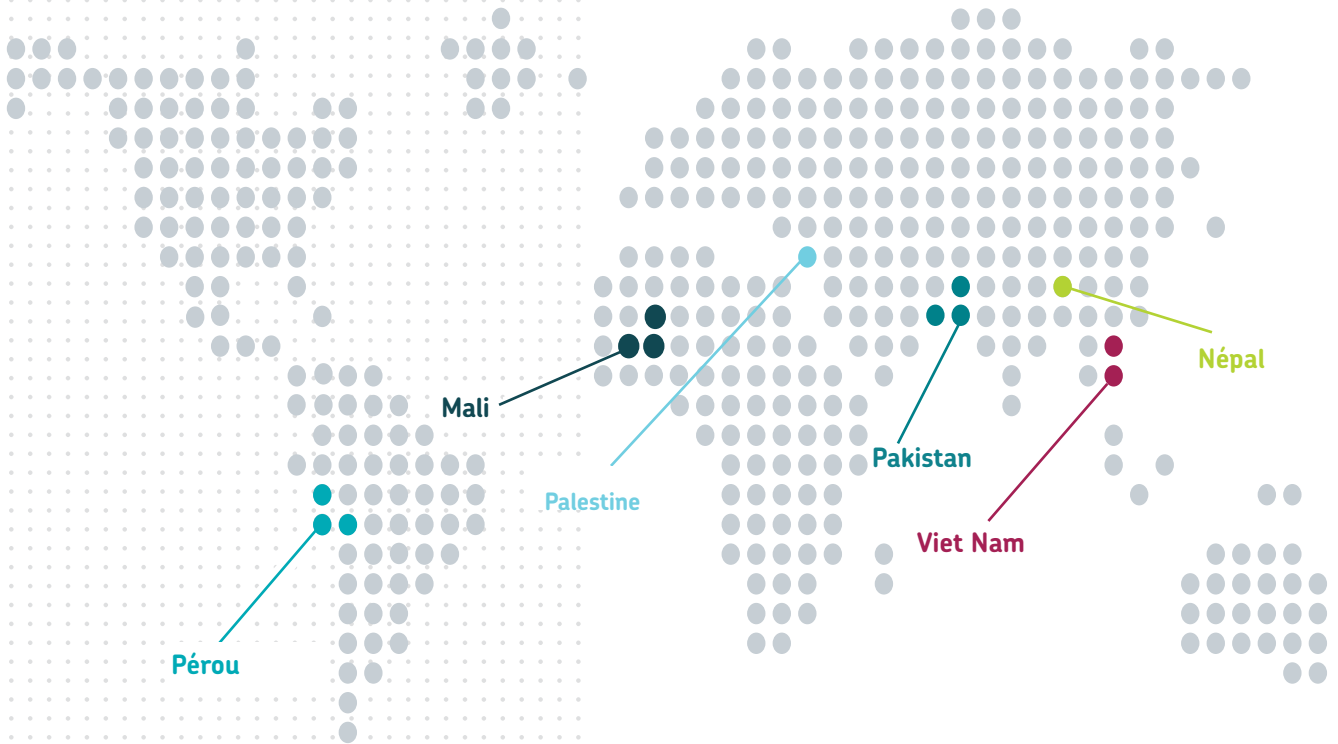




## SWA CONTRIBUE À LA MISE EN PLACE ET À LA COLLABORATION DES PLATEFORMES MULTIPARTITES PRENANTES DANS LES PAYS

pays, notamment grâce aux processus de préparation et de suivi ([2017](#), [2019](#)). Les préparations de plus en plus solides aux RHN ainsi que le soutien de SWA à ces préparations en sont peut-être l'illustration la plus évidente, notamment en [Zambie](#), en 2018, au [Mali](#), au [Nigéria](#), en 2019, et au [Bangladesh](#), en 2020. SWA permet à d'autres parties prenantes de participer au dialogue sur l'EAH au niveau international à travers les délégations des groupes catégoriels dans toutes les RHN, tout en donnant au secteur [privé](#) et aux [OSC](#) un espace pour exprimer leurs points de vue, notamment à l'approche des réunions de haut niveau. SWA a soutenu la participation d'[organisations de la société civile à des forums régionaux](#) (2019), et a apporté son aide pour des [activités de communication](#) en vue de réunions mondiales. SWA **organise** également des initiatives multipartites. Toutes les réunions de haut niveau depuis 2016 impliquent, par exemple, obligatoirement une représentation multipartite. Outre ces réunions de haut niveau, SWA favorise les discussions multipartites grâce au Forum d'échange entre les partenaires organisé en 2020, aux visites de pays, aux webinaires et aux tables rondes ministérielles dans le cadre de la riposte à la COVID-19. Enfin, SWA aide à mettre en place et à **travailler avec** les plateformes multipartites dans les pays. Le comité de SWA au [Mali](#) et le groupe de travail de SWA au [Malawi](#) illustrent ainsi la complexité des actions multipartites de SWA au niveau international et le soutien offert par le partenariat à la collaboration multipartite au niveau des pays.

Pour illustrer la présence et l'efficacité des initiatives multipartites nationales, nous avons rassemblé des témoignages dans des pays partenaires de SWA du monde entier en plaçant un accent particulier sur les **points de vue de toutes les principales parties prenantes du secteur**, gouvernements, donateurs bilatéraux, institutions financières internationales, organisations de la société civile, instituts de recherche et organisations du secteur privé. Les témoignages qui figurent dans la présente note portent sur des initiatives multipartites menées au niveau des pays pour améliorer l'efficacité du secteur plus efficace et renforcer la coordination des efforts et ils montrent le rôle de SWA dans ces initiatives.



## Mali<sup>vi</sup>

Le secteur EAH malien compte plusieurs processus multipartites, y compris l'examen sectoriel conjoint, le Conseil national de l'eau et le Comité de coordination interministérielle de l'EAH, qui complètent des dialogues multipartites spécifiques. La Consultation nationale des acteurs de l'EAH est organisée chaque année au Mali depuis plusieurs années et réunit toutes les parties prenantes concernées, y compris les collectivités locales.

Elle a généralement lieu avant l'ESC. L'un des principaux engagements convenus et formulés pendant la Consultation de 2019 a été l'organisation d'un dialogue national sur le financement de l'EAH. Cette promesse a pris la forme d'un engagement national dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA. Le partenariat a, par ailleurs, soutenu le dialogue sur le financement en apportant son assistance dans la préparation (par ex., en définissant le cadre du dialogue), son expertise (avec l'intervention d'experts de ce domaine issus du secrétariat de SWA) et ses ressources

**“CETTE CONSULTATION CONTRIBUE À LA REDEVABILITÉ, À LA TRANSPARENCE ET À LA DIVISION DES RESPONSABILITÉS, QUI SONT TOUTES INTÉGRÉES DANS L'AIDE MÉMOIRE. LA CONSULTATION SUSCITE UN INTÉRÊT CROISSANT PARMIS LES ACTEURS DU SECTEUR ET UN ENGAGEMENT DE PLUS EN PLUS IMPORTANT ET CONSTANT DE LA PART DES DONATEURS”**

(avec le [Manuel pour les ministres des finances](#) sur le financement de l'EAH).

En mars 2020, la PDG de SWA [s'est rendue au Mali](#) dans le cadre d'une visite des dirigeants. Elle a pu échanger avec toutes les parties prenantes importantes (et plaider auprès d'elles), notamment le réseau de parlementaires EAH et les principaux donateurs présents dans le pays sans intervenir dans le secteur EAH. La visite a renforcé la visibilité des processus multipartites existants au Mali ainsi que les plaidoyers en leur faveur.



## Népal<sup>vii</sup>

Le **Comité national de coordination de l'assainissement et de l'hygiène népalais** réunit tous les principaux partenaires du secteur EAH au Népal, au niveau national et à la plupart des échelons locaux. Il a été créé dans le but de mettre fin à la défécation à l'air libre (DAL) dans le pays. Son rôle est de sélectionner des processus et des directives qui sont ensuite mis en œuvre par les partenaires, y compris les autorités locales, avec leurs propres fonds. La plateforme assure la coordination du secteur (par ex., elle clarifie les rôles des parties prenantes, évite les chevauchements et les doublons et veille au suivi coordonné et participatif), favorise un esprit de collaboration et de responsabilité de toutes les parties prenantes vis-à-vis de l'objectif et reconnaît et salue les contributions et les réussites.

Grâce à l'engagement du Gouvernement pris dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA et à l'occasion de la SACOSAN, mais aussi grâce aux priorités nationales qu'il s'était fixées, nous avons pu mettre fin à la DAL à l'échelle nationale. À présent, le Comité travaille sur un concept « d'assainissement total » qui recouvre différents aspects de l'EAH en zone rurale et urbaine et accélérera les progrès dans la réalisation des ODD.

**“SANS CETTE PLATEFORME, L'OBJECTIF DE METTRE FIN À LA DÉFÉCATION À L'AIR LIBRE AU NIVEAU NATIONAL AURAIT ÉTÉ IMPOSSIBLE À ATTEINDRE DANS CES DÉLAIS. NOUS AURIONS RISQUÉ DE DEVOIR REPOUSSER CET OBJECTIF EN RAISON DE CONFUSIONS ET DE CONFLITS POTENTIELS”**

**“LA PLATEFORME A FACILITÉ LA DÉFINITION DE PLANS DE DÉVELOPPEMENT DE L'EAH AU NIVEAU PROVINCIAL ET LA RÉDACTION DE RAPPORTS SUR LA SACOSAN, SWA ET LES ODD. ELLE A ÉGALEMENT RENFORCÉ LES CAPACITÉS DES ACTEURS DU SECTEUR POUR MENER DES EXAMENS SECTORIELS CONJOINTS”**

## Pakistan<sup>viii</sup>

Au sein du Ministère des changements climatiques, **l'Unité stratégique EAH dirige la Coordination des partenaires du secteur EAH**. Celle-ci permet aux acteurs du secteur et aux entités gouvernementales d'interagir et de collaborer. L'unité a facilité la mise en œuvre du plan Pakistan propre et écologique et du programme de réformes national du secteur EAH ainsi que la communication sur les engagements nationaux, régionaux et internationaux.

Le partenariat SWA a aidé les parties prenantes du secteur au [Pakistan](#) à rester impliquées dans un dialogue politique de haut niveau structuré grâce à un cadre de redevabilité fondé sur des engagements pour faire progresser le secteur EAH.

Un autre exemple de lien entre des plateformes multipartites et la redevabilité mutuelle est visible dans la méthode employée par les parties prenantes au Pakistan pour la formulation et le suivi des engagements : elles ont suivi une approche « ascendante » fondée sur des plateformes multipartites localisées. Le gouvernement de la province de Khyber Pakhtunkhwa a, en outre, créé la WatSan Cell pour la fourniture de services liés à l'eau et à





l'assainissement. Celle-ci communique et interagit avec toutes les parties prenantes pour consolider les données et coordonner tous les efforts dans la province. Elle a fourni des formations sur la préparation et la planification des interventions en cas de situation d'urgence au personnel technique des TMA (administrations municipales) vulnérables dans la province tout en organisant également des événements virtuels sur l'hygiène des mains et la gestion de l'hygiène menstruelle. Cette plateforme est un exemple de mise en œuvre **d'initiatives multipartites au niveau local.**

### Palestine<sup>ix</sup>

En Palestine, le **Groupe de travail du secteur de l'eau** est un mécanisme de coordination destiné aux donateurs qui travaillent dans le secteur de l'eau, tandis que la Plateforme de coordination du Groupe thématique EAH coordonne les acteurs humanitaires. La forte présence d'acteurs gouvernementaux est une caractéristique que partagent ces deux

“Quels résultats l'utilisation de cette plateforme a-t-elle permis? La coordination en fonction des priorités et des besoins au niveau national et la priorisation des projets et des domaines ciblés ont permis d'éviter les redondances dans certains secteurs et de toucher les populations les plus vulnérables. Sans le Groupe thématique EAH, les fonds humanitaires seraient totalement absents du secteur EAH dans le pays”

“LES PARTENAIRES ONT INDIQUÉ QU'ILS APPRÉCIAIENT CETTE APPROCHE UNIQUE. EN RAISON DE LA PARTICIPATION DE DÉCIDEURS DE HAUT NIVEAU, Y COMPRIS DE PLUSIEURS MINISTÈRES ET INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES, LES SUJETS TRAITÉS NE SE LIMITENT PAS À L'EAU, MAIS INCLUENT UN LARGE ÉVENTAIL DE PROBLÉMATIQUES”

### Pérou<sup>x</sup>

Le Groupe des ressources en eau 2030 (2030 WRG) est un fonds fiduciaire multidonateurs public privé installé au sein du Groupe de la Banque mondiale. Il soutient les parties prenantes dans les prises de décisions collectives et dans la conception commune de solutions à travers tous les secteurs liés à l'eau (services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ressources hydriques et, plus récemment, action climatique). Il constitue également un mécanisme de financement de projets dans différents pays. La **plateforme multipartite du Groupe des ressources en eau 2030** au Pérou a contribué à la création de ressources intersectorielles et elle facilite le dialogue au sein d'un ensemble diversifié de parties prenantes clés. Elle a permis de consulter les parties prenantes sur des sujets comme la politique en matière de gouvernance de l'eau, les réglementations, l'action du secteur privé, les efforts de gestion de l'eau et les retombées sur la société ainsi que la participation communautaire. La PDG de SWA [a visité le Pérou](#) en septembre 2019 et a rencontré toutes les parties prenantes essentielles dans le pays, notamment lors de réunions interministérielles et d'une table ronde avec des donateurs. Comme au Mali, cette visite a souligné la nécessité de mettre en place des plateformes sectorielles pour renforcer la représentation de tous les groupes catégoriels et de disposer de plateformes plus résilientes face aux changements de gouvernement. Ces plaidoyers menés par les dirigeants de SWA ont permis au WRG d'inclure des organisations de la société civile. Par la suite, le WRG s'est réuni avec les principaux acteurs de la société civile et s'efforce aujourd'hui d'inviter les organisations de la société civile les plus pertinentes à le rejoindre.



**“DEPUIS 12 ANS, LE GROUPE DE TRAVAIL SUR L’ASSAINISSEMENT AU VIET NAM APORTE D’IMPORTANTES CONTRIBUTIONS À LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE NATIONALE POUR L’APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L’ASSAINISSEMENT EN ZONE RURALE 2000-2020, AUX DIFFÉRENTES ÉTAPES DU PROGRAMME CIBLE NATIONAL POUR L’APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L’ASSAINISSEMENT EN ZONE RURALE ET AU PROGRAMME CIBLE NATIONAL POUR LE NOUVEAU DÉVELOPPEMENT RURAL. IL S’APPUIE POUR CELA SUR LA COORDINATION CONJOINTE DES ACTIVITÉS DU SECTEUR, LA MOBILISATION DE RESSOURCES INTERNATIONALES, LE PARTAGE D’INFORMATIONS ET D’EXPÉRIENCES ET L’EXTENSION D’INITIATIVES EN MATIÈRE D’ASSAINISSEMENT EN ZONE RURALE”**

### **Viet Nam<sup>xi</sup>**

Au Vietnam, le Groupe de travail national sur l’assainissement (SWG) est l’une des plateformes multipartites les plus importantes du secteur EAH. Entièrement consacré à l’assainissement et créé afin de mettre fin à la mauvaise visibilité dont pâtit généralement ce sous-secteur et d’élever son niveau de priorité, le SWG réunit plusieurs ministères, des bailleurs de fonds pour le secteur l’EAH, la recherche et l’éducation et le secteur privé. Il est financé par l’UNICEF et son objectif

général est la promotion de l’assainissement et de l’hygiène dans les politiques, les initiatives, l’innovation, les programmes et les interventions. Fondé en 2009, le SWG est une plateforme destinée aux dialogues politiques, au partage d’informations et aux enseignements sur la promotion de l’assainissement et de l’hygiène en zone rurale. Il participe également à la mobilisation de ressources auprès des parties prenantes et des communautés internationales pour la promotion de l’assainissement et de l’hygiène.

De nombreuses initiatives d’assainissement et de programmes d’approvisionnement en eau ont été introduites, mises en œuvre et partagées au sein de cette plateforme. Viet Nam a utilisé cette même plateforme pour préparer et organiser des dialogues sur les engagements de l’approche sectorielle en 2019. À l’issue de ce processus, le gouvernement a présenté 3 engagements qui sont soutenus par des partenaires de différents milieux, y compris la société civile et les agences de soutien externes. De nombreuses questions techniques connexes, par exemple les options de latrines à faible coût pour les régions pauvres et éloignées, ont été introduites et étudiées. et les zones reculées ont été présentées et étudiées. La résilience climatique EAH et d’autres solutions pour l’EAH dans les situations d’urgence ont également été mobilisées par le biais de cette plateforme. Le cadre de l’approche sectorielle et la promotion des plateformes multipartites dirigées par le gouvernement conviennent parfaitement au groupe de travail sur l’assainissement et l’aident à travailler en étroite collaboration pour atteindre les objectifs EAH du pays. Des efforts sont en cours pour pérenniser le financement de ce groupe et pour accroître la participation du secteur privé.



i di San Giorgio, Business, Peace and Sustainable Development, 2016

ii Pinkse and Kolk, Business & Society 51(1) 176–210, 2012

iii Pattberg and Widerberg, Ambio, 2015

iv MacDonald, Clarke and Huang, Journal of Business Ethics, 2018

v Banerjee, Murphy and Walsh; Sustainability, 2020

vi Témoignage fourni par un **donateur bilatéral** - Nadine DULAC, Experte environnement & changements climatiques – Appui au renforcement des capacités, Agence belge de développement

vii Témoignage fourni par la **société civile** - Lajana Manandhar, Directrice, Freshwater Action Network Asie du Sud

viii Témoignages fournis par une **organisation de recherche** – Saima Ashraf, CEO, Able Plus Research Center (ApRec) ; et une organisation du secteur privé – Niaz Ullah Khan, CEO, AWF (Assessment with Facilitation) Pvt. Ltd.

ix Testimonio proporcionado por una **organización gubernamental** - Majeda Alawneh, Directora Nacional de WASH, Autoridad Palestina del Agua

x Témoignage fourni par une **institution financière internationale** – César Fonseca, Coordination en Amérique latine et Caraïbes du Groupe des ressources en eau 2030, Banque mondiale

xi Témoignage fourni par une **organisation gouvernementale** – Do Manh Cuong, Agence de gestion de l'environnement sanitaire du Viet Nam (VIHEMA), Ministère de la santé

